

article, le montant qu'il aura payé s'élèvera en réalité à \$42,000, y compris les intérêts. C'est là une dette fabuleuse à imposer à un homme jeune et a fortiori à un homme âgé. Une personne qui veut acheter une maison à ce prix devrait payer approximativement \$1,000 par an d'intérêt. Est-il rentable dans ces conditions, d'accéder à la propriété? Songeons-y. Il fut un temps où nous poussions nos jeunes à devenir propriétaires. Nous croyions, ce faisant, montrer du moins que nous les encourageons à devenir bons citoyens. Le fait d'être propriétaire, estimions-nous, donne des intérêts dans la communauté, fait prendre conscience d'être un élément du tableau national. Nous pensions devenir ainsi de meilleurs citoyens.

Je me souviens de l'époque où j'ai acheté ma première maison. J'avais dû alors faire une mise de fonds de \$300, sauf erreur, et j'étais très fier d'avoir un intérêt dans la collectivité au sein de laquelle j'avais le privilège de vivre.

Réfléchissons un moment aux sanctions auxquelles nous soumettons les propriétaires éventuels de maison. Pensons d'abord à l'intérêt qu'ils auront à payer pendant 25 ans et qui peut atteindre jusqu'à \$24,000. Il faut ajouter à cela la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, soit \$1,800 de plus, et je n'ai pas l'intention de dire en ce moment si elle est bonne ou mauvaise. Pensons aussi à l'augmentation moyenne des impôts fonciers dans les régions urbaines. C'est un supplément de \$300 tant que durera ce programme, ce qui fait \$7,500 de plus. Ces gens ont eu la chance de pouvoir faire une mise de fonds de \$10,000 et rares sont ceux qui le peuvent. Si l'on y ajoute les chiffres que j'ai déjà donnés, on obtient un total d'environ \$43,300 qu'ils auront à payer pour le seul privilège d'avoir un intérêt dans la collectivité.

Voilà certaines choses qui me préoccupent et, à mon avis, tous les députés devraient se préoccuper vivement de ces difficultés que nous créons, particulièrement aux jeunes. Il existe d'autres facteurs, comme par exemple les valeurs foncières, qui augmentent sans cesse. Ils font partie de la tendance inflationniste. Voilà une autre difficulté que nous créons pour ces gens.

Toutefois, abordons le problème d'un autre côté. Supposons que ces personnes ne possèdent pas de maison. Elles se trouvent néanmoins aux prises avec la loi de l'équilibre

économique et doivent payer un loyer plus élevé parce que, naturellement, la valeur d'une maison sur laquelle le propriétaire doit payer jusqu'à 8½ p. 100 augmentera, et ainsi la valeur des maisons de remplacement augmentera aussi. La valeur de la maison louée par une personne sera plus élevée, et ainsi cette personne devra payer un loyer aussi plus élevé.

Il s'agit là d'une situation très grave, surtout pour les jeunes couples qui élèvent des enfants. Voilà certains des facteurs responsables pour des poussées inflationnistes toujours plus fortes.

• (8.20 p.m.)

Songeons, par exemple, au revenu minimum de \$8,000 dont on a parlé. Qu'arrive-t-il au petit salarié, celui qui gagne, mettons, \$5,000 par an et qui paie \$75 ou \$100 de loyer par mois? Il ne peut pas répondre aux exigences fixées pour ce genre d'hypothèque. Donc, lorsque son loyer augmentera, ce supplément servira simplement à subventionner les gens qui gagnent \$8,000 ou plus. Cet homme-là n'a-t-il pas droit à nos égards, ou est-il censé être un citoyen de deuxième classe? N'a-t-il pas le droit de conserver sa dignité? Les mêmes pressions inflationnistes vont faire monter son loyer. Que se propose de faire le gouvernement devant une pareille situation? Ce sont ces gens-là que nous devrions aider. J'en suis certain car j'ai vécu avec un revenu pareil pendant des années. C'est pour le gagne-petit que nous devrions avoir un programme.

Permettez-moi un moment, monsieur l'Orateur, de mentionner une chose maintes fois évoquée à la Chambre, la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, taxe que perçoit à grands frais le ministère du Revenu national, taxe qui est ensuite prêtée en vertu de la loi nationale sur l'habitation à un moindre taux d'intérêt. Je voudrais connaître le chiffre net réel qui découle de cette taxe sur les matériaux de construction. A combien nous revient le coût d'administration de la taxe? Par exemple, combien coûtent les écritures? Quel est le coût de revient du travail administratif que comporte cette taxe pour le fournisseur de matériaux de construction et pour le constructeur lui-même? Toutes ces dépenses, légitimes en soi, sont imputées à la compagnie intéressée; si ces dépenses sont exemptes de taxe, cela signifie tout simplement que le gouvernement perçoit moins de taxe même dans chaque cas en particulier.